

Conclusions 2022 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

Algérie

En 2022, l'Algérie a réalisé des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les autorités ont préparé une législation pour éliminer la condition visant à prouver le recours à la force, la fraude ou la contrainte dans certaines circonstances pour qu'un acte tombe sous la définition de traite des enfants. La loi a été approuvée par les deux chambres du Parlement en avril 2023 et entrera en vigueur après sa publication au journal officiel. L'Organe national de la protection et de la promotion des droits de l'enfant a également lancé une plateforme en ligne afin d'accroître la coordination entre les organisations de la société civile qui travaillent sur des questions de protection des enfants. Toutefois, en Algérie, des mineurs sont livrés aux pires formes de travail des enfants, notamment dans l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes, et la mendicité forcée. Des enfants travaillent également comme vendeurs dans les rues. La législation algérienne ne prévoit pas de sanctions plus sévères en cas d'utilisation d'enfants dans la production ou le trafic de stupéfiants, ni ne classe séparément cette infraction. Par ailleurs, les autorités n'ont pas spécifié au moyen d'une loi ou d'une réglementation nationale les types de travaux dangereux pour les enfants. En outre, bien que l'Inspection du travail soit autorisée à effectuer des inspections sur tous les lieux de travail, les inspecteurs ne mènent pas d'enquêtes sur certains d'entre eux, comme les domiciles privés ou les chantiers informels, sans le dépôt préalable d'une plainte, d'où des cas de travail des enfants qui passent inaperçus.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que la législation accroisse les sanctions en cas d'utilisation d'enfants dans toutes les activités illicites, y compris l'utilisation, l'obtention et l'offre d'enfants pour la production et le trafic de stupéfiants, ou classe séparément cette infraction.	2013 – 2022
	Déterminer, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, les types de travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans.	2009 – 2022
	Veiller à ce que la loi n'exige pas la présence de menaces, du recours à la force ou de la contrainte pour qu'une infraction tombe sous la définition de traite des enfants, sans exceptions.	2021 – 2022
	Veiller à ce que le recrutement d'enfants de moins de 18 ans par des groupes armés non étatiques fasse l'objet d'une interdiction pénale.	2016 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Application	Publier des informations sur le budget de l'Inspection du travail.	2009 – 2022
	Augmenter le nombre d'inspecteurs du travail de 619 à 843 afin de couvrir convenablement la population active, qui compte environ 12,6 millions de personnes, et de permettre des inspections ciblées là où le travail des enfants risque de se produire.	2021 – 2022
	Publier des informations sur l'application du droit pénal relatif au travail des enfants, notamment le nombre d'enquêtes, de poursuites, de sanctions prononcées et d'amendes perçues pour des infractions liées aux pires formes de travail des enfants.	2020 – 2022
	Veiller à ce que des inspections soient effectuées sur tous les lieux de travail, y compris ceux qui sont informels, comme les domiciles privés ou les chantiers.	2021 – 2022
Politiques gouvernementales	Adopter une politique nationale qui porte sur toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants, notamment l'exploitation sexuelle commerciale, la mendicité forcée et les métiers des rues.	2015 – 2022
Programmes sociaux	Rechercher et publier des informations détaillées sur les enfants impliqués dans le travail des enfants ou susceptibles d'y être impliqués, préciser les activités concernées, y compris dans le secteur du bâtiment, et publier des données pour éclairer les politiques.	2014 – 2022
	Veiller à ce que les programmes sociaux tiennent compte des enfants migrants travaillant dans des entreprises familiales en milieu rural et dans le secteur agricole et livrés à la mendicité forcée.	2020 – 2022
	Élargir les programmes existants afin qu'ils couvrent le problème du travail des enfants dans sa totalité, notamment l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, les métiers des rues et la mendicité forcée.	2016 – 2022
	S'assurer de mettre un terme aux cas isolés d'administrateurs scolaires refusant d'inscrire des enfants migrants conformément à la législation sur l'éducation publique gratuite pour tous les enfants.	2018 – 2022
	Prendre des mesures pour éliminer les obstacles à l'éducation des enfants migrants, notamment la barrière de la langue, l'absence de formation spécialisée et les transports.	2015 – 2022
	Élargir les programmes sociaux destinés à réduire les taux d'abandon scolaire dans la partie sud du pays.	2020 – 2022